

TRAVAILLEURS IMMIGRES EN LUTTE -



mensuel de l'Organisation Communiste Révolutionnaire
Internationaliste d'Algérie

. 2 F.

N° 41

1^{er} mai - 1^{er} juin 1980

ALGERIE

A BAS TOUTE OPPRESSION CULTURELLE !

**SOUTIEN A LA GRÈVE
DES NETTOYEURS
DU MÉTRO A PARIS !**

p. 3



**Solidarité avec les victimes
de la répression à Tizi-Ouzou !**

POINTS DE VENTE :

Librairie du Tiers Mythe : 21 rue Cujas, 5ème.
 Librairie Arabe : 2 rue St Victor, 5ème.
 Librairie Rouge : 10 impasse Guéméné, 4ème.
 Présence Africaine : 16 rue des Ecoles, 4ème.
 L'Harmattan : rue des 4-Vents, 6ème.
 Beaux-Arts Monde : 410 rue Gay-Lussac, 6ème.
 Lib. "Le temps des cerises" : 16 rue Gustave Simon, 54000 NANCY.
 Librairie 33 : rue St James, BORDEAUX.
 Librairie Quotidienne : 5 rue du Félibre-Gaut, 13100 AIX-EN-PROVENCE.
 Librairie 71 : 29 rue Jean Jaurès, 44 NANTES.
 Librairie LIRE : rue Sainte, MARSEILLE.

POUR TOUTE CORRESPONDANCE,
S'ADRESSER A :

T.I.L.
29 rue Descartes
75005 PARIS.

(Ne spécifier que T.I.L.)

CONDITIONS D'ABONNEMENT :

- 48 Fr l'année, en timbres poste,
(24Fr de frais d'envoi + 24 Fr
de mensuel).

- Pour l'étranger : écris-nous.

NOUS VOUS RAPPELONS QUE NOUS NE
POUVONS PAS ACCEPTER LES CHEQUES.

SOMMAIRE

IMMIGRATION :

p 3,4 : Soutien à la grève des nettoyeurs du métro !
p 5,6 : L'intervention des révolutionnaires (suite).

ALGERIE

p 7,8 : Scission au PRS : une même politique sous des couleurs
nouvelles !
p 9 : A bas la secte des Frères Musulmans !
p 10, 11, 12, 13 : révolte en Kabylie : à bas l'oppression culturelle !
p 14 : Les Touareg aussi...

INTERNATIONAL

p 15, 16 : Angleterre : les syndicats responsables de l'échec
de la grève des sidérurgistes !
p 17, 18, 19 : Tchad : Les affrontements sanglants des différentes
cliques bourgeoises.
p 20 : Tunisie : la bourgeoisie tunisienne assassine !

dernière page : QUI SOMMES-NOUS ?

Soutien à la grève

des nettoyeurs du métro !

Depuis le lundi 24 mars, les nettoyeurs du métro, pour la très grande majorité des immigrés, sont en grève. Cette lutte succède à celle du 1er au 30 juin 1977, qui avait abouti après plusieurs semaines de grève, à une revalorisation des salaires légèrement au-dessus du SMIC, à l'obtention de vêtements de travail et de gants de protection, à l'accès aux douches, et à l'arrêt du courant lors du nettoyage des rames.

Cette grève, même si elle était loin d'avoir satisfait aux revendications des travailleurs, était un précédent. Aujourd'hui, les 950 travailleurs remettent ça. Ils sont employés par douze sociétés différentes, sous-traitantes de la RATP. Ces sociétés les surexploitent. Leurs salaires n'ont manifestement pas suivi le relèvement du SMIC. Ils touchent actuellement 13,13 Fr, alors que le SMIC horaire est de 13,37 Fr ! Leur travail est particulièrement pénible (bruit, saleté, absence de jour, etc.). Il y a une équipe de jour et une de nuit, qui font 7h 41 chacune, six jours de suite par rotation, suivis de 2 ou 3 jours de repos. Différentes équipes sont chargées du nettoyage des wagons, des rames, des couloirs ou des locaux sociaux de la régie.

Les normes de travail fixées par la RATP prévoient que 25 wagons soient nettoyés par chaque travailleur : il n'est pas rare que ceux-ci en aient 40 ou 50 à faire ! De même, des équipes de 11 nettoyeurs sont prévues, ... là où six ou sept seulement font le travail. La RATP envisage enfin prochainement la réduction de 10 % du personnel.

QUELLES REVENDICATIONS ?

Jusqu'ici la direction n'a accordé que des broutilles aux grévistes : une augmentation de 2,25 % et le droit d'accès à la cantine de la RATP. En réalité, la RATP et les sociétés sous-traitantes se renvoient la balle : aucune ne se déclare responsable des conditions de travail de ces travailleurs immigrés ; ceux-ci cependant maintiennent depuis maintenant six semaines leurs revendications :

- maintien des effectifs.
- Salaire minimum de 2800 Fr par mois.
- 13ème mois.
- Augmentation de la prime de nuit et de souterrain.
- les dimanches payés à 100 %.
- La carte orange payée par les employeurs.
- Ouverture des installations RATP aux ouvriers hors statut.

.../...

LA GREVE ET LES MAGCUILLES SYNDICALES :

Les travailleurs sont en grève à 95 %. Ils sont bien décidés à obtenir satisfaction. Cet avis d'un gréviste africain est révélateur de l'état d'esprit : "La RATP utilise des marchands d'esclaves, mais nous, on n'est plus des esclaves !".

Les nettoyeurs se réunissent tous les jours à la Bourse du travail, en assemblée générale (y assiste la plupart du temps plus du tiers des grévistes) ; ils organisent les surveillances, les piquets de grève pour résister aux jaunes avancés par la RATP (cadres de la maison, etc.), des campagnes de popularisation de la grève dans le métro. La grève, notamment lors des collectes, rencontre un soutien relatif des usagers.

Les syndicats quant à eux, n'ont pas voulu être de reste dans l'affaire : la CFDT essaie de réaliser à bon compte une opération publicitaire. Après avoir pris la grève en train avec deux semaines de retard, elle organisait le 16 avril une journée d'action, tandis que la CGT, de son côté, en avait organisé une la veille ! Bref, tout est fait pour diviser les travailleurs... Par ailleurs ces journées d'action se sont faites sur des revendications tout à fait douteuses, qui tenaient souvent plus de la volonté de ménager les intérêts corporatistes des travailleurs français de la RATP (pour qui la saleté rend le travail pénible), que de la solidarité avec les nettoyeurs.

Ceci dit, on ne peut pas dire que les grévistes du métro soient entièrement dupes des tentatives syndicales pour freiner le mouvement. L'expérience de la grève de 1977 est sans doute restée dans les esprits, où la CFDT avait largement contribué à saborder la lutte. Du reste, les crateurs maghrébins ou maliens qui retraduisent aux grévistes les discours des bureaucrates syndicaux sont souvent loin de l'"esprit CFDT"!

Le mouvement stagne cependant, les sociétés et la RATP essayant de gagner du temps en refusant d'entamer des négociations réelles. La seule perspective qu'ait aujourd'hui la grève des nettoyeurs du métro est de s'étendre à d'autres entreprises sous-traitantes, au personnel de la RATP, et à toutes les entreprises, PTT, SNCF, etc. où les garanties minimum de l'emploi sont remises en cause.

L'intervention des révolutionnaires

(suite)

C'est dans la pratique de l'intervention que s'infirment ou se confirment dans une certaine mesure les positions théoriques des révolutionnaires. Se contenter de proclamations générales, de mots d'ordre abstraits, d'une presse ou de tracts qui prophétisent à des kilomètres au-dessus de la tête des travailleurs, c'est à notre avis négliger de s'adresser réellement aux travailleurs, et par là être complètement inefficace. Même en période de recul, le peu d'activité que l'on doit conserver peut permettre à l'organisation révolutionnaire de ne pas se couper totalement de la classe ouvrière.

Ceci ne veut pas dire que nous sommes partisans d'un activisme débridé. Pour nous, les travailleurs ne peuvent accepter la moindre dégradation de leurs conditions de vie, de travail. Chaque défaite des travailleurs sur ce terrain prépare une défaite encore plus grande pour demain. Tout à fait indépendamment de l'amélioration des conditions d'existence de la classe, les luttes pour la défense de ses intérêts immédiats est une école indispensable pour lui permettre de subvertir le système. La propagande seule et l'agitation ne suffisent pas, il faut la propre expérience des masses.

Les travailleurs ne peuvent nous écouter, être acquis un jour à nos idées que si nous sommes au premier rang face aux attaques du patronat, les mettons en garde contre les manoeuvres des agents du capital au sein de la classe ouvrière. Mais ne perdons jamais une occasion pour expliquer qu'aucune conquête, si importante soit-elle, n'est éternelle. Tant que le système capitaliste se maintiendra, les travailleurs verront leurs acquis périodiquement attaqués et grignotés.

Si les communistes doivent être au premier rang contre le patron, si l'activité des militants doit être organisée et contrôlée par l'organisation, il est bien évident qu'ils doivent constamment oeuvrer à l'extension, à l'unification et à la globalisation des luttes, si ponctuels, si limités puissent être leurs objectifs de départ.

Ainsi, même si les syndicats sont quasi-intégrés à l'Etat bourgeois, nous n'en pensons pas moins l'intervention possible et nécessaire à la base de certains syndicats, et ce afin de soustraire à l'influence des bureaucraties syndicales les travailleurs qu'elles influencent. Cette intervention doit cependant se faire sans que les révolutionnaires cautionnent d'une quelconque manière les bureaucrates, et sans leur servir de rabatteurs. La participation à la base des syndicats doit s'inscrire dans le cadre d'une lutte intransigeante pour la destruction des syndicats. En aucun cas, les révolutionnaires ne doivent avoir pour perspec-

.../...

ALGERIE

A bas la secte des Frères Musulmans!

Scission du PRS :

Une même politique

sous de nouvelles couleurs !

Dernièrement, des militants du PRS (à Alger et Constantine) ont scissionné pour former les CRUA (Comités Révolutionnaires d'Unité et d'Action), pour le socialisme, la démocratie et les libertés.

Les causes principales de la scission sont, à en croire l'organe des CRUA, "Le Patriote", l'opportunisme grandissant de la direction du PRS vis-à-vis du pouvoir en Algérie et le manque de démocratie interne. Nous allons essayer dans cet article d'examiner les positions politiques des CRUA et voir si réellement ce groupe est différent du PRS.

- Après la mort de Boumédiène, alléchée par les rumeurs présentant le nouveau dictateur Chadli comme un partisan d'une certaine "ouverture", la direction du PRS multiplia les appels du pied au régime et envisagea même un rapprochement de l'"opposition" avec le pouvoir.

"L'attente mêlée d'espoir" du PRS l'amena à adresser une lettre ouverte à Chadli, l'exhortant à amorcer un tournant décisif pour l'Algérie. Il semblerait toutefois qu'une partie des militants du Parti de Boudiaf, et c'est le cas de ceux qui publient le Patriote, rechignèrent à suivre la nouvelle ligne de leur direction. Et comme celle-ci les empêcha de défendre leur point de vue à l'intérieur du PRS, ils le quittèrent pour former les CRUA.

- Dans une certaine mesure, les scissionnaires du PRS ont beau jeu de critiquer le suivisme particulièrement évident du PRS vis-à-vis du gouvernement bourgeois algérien. La fin entrevue de la longue traversée dans le désert pour le PRS, ainsi que l'accès à des postes plus gratifiants dans l'opposition au régime en place, avait sans doute rendu le PRS un peu trop zélé et difficilement crédible vis-à-vis d'un certain nombre de ses propres militants.

Ceci dit, les CRUA ne s'en prennent à aucun moment au "fond" de la politique du PRS. Les divergences semblent tout au plus avoir un caractère "stratégique" pour le Patriote : ainsi, si le PRS s'était concerté au préalable avec sa propre base militante, si à la limite il s'était appuyé sur un mouvement de masse, populaire, bref si le PRS s'y était pris autrement, dans un autre langage, sans doute son initia-

.../...

eût-elle été moins critiquée.

De fait, les CRUA ne se revendiquent pas d'une politique différente de celle du PRS : un nationalisme exacerbé, - qui va jusqu'à leur faire prendre un titre de journal outrancier, "Le Patriote" -, la négation complète du rôle moteur que doit avoir le prolétariat dans le renversement de la classe dominante - au profit de déclarations de type populiste et multiclassiste du genre : "Le peuple, le peuple seul est la force motrice, le créateur de l'histoire universelle..." -, le démocratismes tout azimut tendant à faire croire, en réalité, qu'avec plus de démocratie, le régime capitaliste deviendrait viable pour les travailleurs, bref toutes ces positions ne sont pas différentes de celles que défendait le PRS aux heures où il tenait un langage plus radical.

De même, à aucun moment les CRUA ne font-ils le procès du PRS comme d'un parti bourgeois et multiclassiste. Ils n'offrent en fait aucune alternative politique aux travailleurs éclairés par l'opportunisme grandissant du PRS.

- A un autre niveau, il semble que les CRUA n'aient à aucun moment compris la nature de la tradition de la lutte de libération nationale dont ils se réclament : ainsi, si les CRUA ne sont qu'un succédané politique du PRS, le PRS n'est lui-même qu'un succédané du FLN, et dès lors ses moeurs anti-démocratiques, bureaucratiques et manipulatoires n'ont rien à envier à celles des cliques nationalistes qui, au sortir de la lutte de libération, comptaient les éliminations physiques, les règlements de compte et les "magouilles" de toutes sortes comme instruments de leur politique.

Les CRUA, s'ils ne remettent pas en cause la nature de classe du PRS, n'ont ainsi que peu de chances d'apparaître pour autre chose que ce qu'ils sont : un groupe nationaliste bourgeois, défendant tout sauf les intérêts du prolétariat en Algérie.

A bas la secte des Frères Musulmans !

Depuis quelque temps les "Frères Musulmans" font beaucoup parler d'eux en Algérie. Nombreuses sont les personnes qui font état de leur crainte devant la croissance de cette secte et surtout devant la brutalité dont ses membres font preuve.

Pour l'instant principalement implantée dans le milieu étudiant, cette secte a en effet pris de l'importance. Elle a attaqué des étudiants à Constantine et les a aspergés de vitriol (produit chimique qui ronge la peau de la personne atteinte). A El Harrach les "Frères Musulmans" ont tué un étudiant à coups de chaîne à vélo. D'une façon générale ils tentent d'imposer aux garçons et aux filles une morale traditionnaliste : ne pas fumer, séparer les garçons des filles, porter des habits "protégeant le corps (des femmes évidemment !) de la vue", etc.

La secte des "Frères Musulmans" utilise en général les mosquées pour faire passer ses idées ultra-réactionnaires.

Son influence semble être assez restreinte pour le moment. La classe ouvrière et l'ensemble des masses laborieuses sont heureusement épargnées, même si en général les travailleurs sont relativement attachés à la religion. Les "Frères Musulmans" sont implantés en milieu étudiant et probablement dans la petite bourgeoisie traditionnelle. Mais un danger existe de les voir étendre leur influence aux jeunes chômeurs dans les quartiers (surtout qu'il n'existe pas encore de réelle alternative politique sur le terrain).

Les "Frères Musulmans" risquent de croître et de représenter un danger de première importance pour les travailleurs. Déjà aujourd'hui, quand le rapport de force leur est favorable, ils essaient de violemment régenter le comportement de ceux qui les entourent, en fonction de leur idéologie rétrograde.

Il est impératif de ne pas rester passif face aux tentatives de cette secte d'imposer ses quatre volontés. Les révolutionnaires doivent systématiquement dénoncer auprès des travailleurs la complicité des "Frères Musulmans" qui défendent les valeurs idéologiques les plus rétrogrades avec l'Etat bourgeois.

A bas toute oppression

culturelle en Algérie !

A près de trois mois d'agitation des étudiants "arabisants", qui revendiquent l'utilisation systématique de l'arabe comme langue officielle, a succédé en Kabylie un mouvement populaire pour la reconnaissance de la langue berbère. C'est à la suite de l'interdiction d'une conférence de Mouloud Mammeri sur la poésie kabyle que se sont développées ces manifestations qui ont abouti, après une répression policière, à la visite du Ministre de l'enseignement supérieur Berheri puis finalement, le 20 avril dernier, à l'investissement de la faculté de Tizi Ouzou par les flics, le quadrillage policier de la ville, l'arrestation d'un certain nombre d'étudiants et de travailleurs, et la répression féroce des manifestations, à Alger comme en Kabylie. La grève générale du 16 avril paralysant toute la Kabylie, atteignant Alger et même Annaba, montre s'il en est besoin le soutien populaire rencontré par ces revendications culturelles.

LES PROBLÈMES LINGUISTIQUES ET CULTURELS EN ALGÉRIE.

Si en Algérie, la langue majoritaire est l'arabe parlé utilisé couramment dans les milieux populaires, une très forte minorité d'Algériens - environ trois millions sans doute - est berbérophone, en particulier à Tizi Ouzou, la plus grande ville de Kabylie. Pourtant les langues officielles ne sont ni le berbère, ni l'arabe courant, mais l'arabe littéraire et surtout encore aujourd'hui la langue héritée de la colonisation : le français. Cette situation est évidemment héritée, non seulement de toute l'histoire de l'Algérie, mais de la domination impérialiste qui n'a jamais manqué d'essayer d'attiser la division entre Arabes et Kabyles.

Pour sa part, le régime nie l'existence de ces problèmes et sa propagande dénonce dans toutes les revendications linguistiques et culturelles la main de l'impérialisme qui chercherait à détruire l'Union Nationale de l'Algérie. El Moudjahid parle ainsi chaque jour des "ennemis de la révolution" qui cherchent à fomenter des manifestations, et les "organisations de masse", syndicats, associations d'anciens combattants, etc. (ou du moins leurs dirigeants) multiplient les déclarations de soutien au régime contre ces menées.

.../...

Pourtant ces problèmes sont bien réels : il est indéniable que une partie de la population - quand elle a affaire avec l'administration, pour les problèmes les plus courants de la vie quotidienne se trouve en présence de papiers officiels rédigés dans une langue qui n'est pas la sienne, face à des fonctionnaires souvent hautains et méprisants.

Il est indéniable également que, parmi la jeunesse scolaire, ceux qui ont la plus forte chance, non seulement d'obtenir un diplôme, mais après le diplôme un emploi, sont ceux qui possèdent bien le français.

Cette situation s'explique très simplement : la langue des anciens maîtres reste celle utilisée pour conclure les contrats commerciaux avec la France qui continue à occuper une part prépondérante des échanges commerciaux avec l'Algérie ; la plupart des dirigeants ont été formés dans les universités françaises ou ont vécu en France. Ils ont pris l'habitude d'utiliser cette langue. De plus, même si la classe dominante se présente comme partisan farouche de l'indépendance et de l'identité culturelle, le phénomène est bien connu selon lequel le valet singe le maître jusqu'à imiter son langage et ses moeurs...

Une bonne partie des "élites" nationales passent leurs vacances en France, cultivent le snobisme de la mode française.

On comprend donc que ceux qui ne possèdent bien que l'arabe littéraire (difficilement utilisable pour de telles fonctions commerciales internationales) soient défavorisés et se sentent brimés.

LE DROIT DES PEUPLES A DISPOSER DE LEURS LANGUES ET DE LEUR CULTURE.

Face à ces problèmes, les révolutionnaires communistes ont un principe fondamental qui est le droit des peuples à leur identité culturelle, c'est-à-dire le droit de parler de leur langue, de l'utiliser pour les actes administratifs, de disposer de leur presse rédigée dans cette langue, d'observer leurs coutumes (dans la mesure où celles-ci ne s'opposent pas aux intérêts des travailleurs, ni des femmes, etc., bien sûr).

C'est cette position qui fut défendue au début de la révolution russe par les Bolchéviks qui cherchèrent ainsi à gagner l'appui des peuples opprimés par le tsarisme. Pour affirmer cette position, lors de la conférence internationale de Bakou, il fut décidé de traduire les différentes interventions dans toutes les langues minoritaires afin de souligner le respect pour les diverses cultures nationales.

Bien sûr, cette position de principe, face à une revendication démocratique élémentaire, ne donne pas de solution face à chaque problème concret, mais il est important de la rappeler, ne serait-ce que face à l'attitude de nos gouvernants ou des staliniens du P.A.S. qui, tout en se revendiquant du socialisme, refusent dans la pratique ce droit aux minorités d'Algérie.

Il faut rappeler également qu'en Russie, c'est avec la contre-

.../...

révolution stalinienne que le chauvinisme russe et l'oppression des minorités d'URSS.

QUELLE EST LA NATURE DES MOUVEMENTS ACTUELS ?

La propagande du pouvoir a voulu faire passer les événements survenus en Kabylie pour un mouvement "manipulé de l'extérieur". Pour ce faire, elle a ressorti un avocat algérien exerçant à Paris, prétendument à la tête des manifestations populaires qui se sont déroulées en Algérie.

De même, pour minimiser le mouvement, la presse a présenté ces luttes pour le droit à la langue berbère comme un mouvement marginal, concernant exclusivement une minorité d'étudiants excités, totalement coupés et désapprouvés par la population.

En réalité, cette version des faits, colportée par les journaux bourgeois, a sans doute eu du mal à passer auprès des travailleurs. Un grand nombre parmi les masses laborieuses est concerné par cette oppression quotidienne. Par ailleurs, les manifestations de soutien à Alger, violemment réprimées, la grève générale de Kabylie qui a touché les principales entreprises de la région (SONELEC, hôpital de Tizi Ouzou, etc.), ainsi que les petits commerçants qui avaient fermé leurs magasins pour l'occasion, tout cela nous montre qu'il ne s'agit pas d'un mouvement marginal, mais d'un mécontentement profondément ressenti par les travailleurs.

Tous les groupes minoritaires berbérophones d'Algérie sont concernés également par ses revendications culturelles : Touareg, Chaouias, etc..

De plus, même si la révolte était partie de l'exigence du droit à la reconnaissance à la langue berbère, il faut dire que les manifestations ont été certainement aussi provoquées par le mécontentement contre l'oppression tout court, l'exploitation subie par les travailleurs (la Kabylie a toujours fourni le contingent le plus gros d'émigrants) et exercée quotidiennement par le capitalisme d'Etat algérien. La misère, le manque dramatique d'entreprises et d'emplois dans la région, une réforme agraire en faillite complète qui forcent les paysans à se rabattre sur les villes, tout cela n'a sans doute fait qu'attiser la colère des travailleurs contre une administration et un pouvoir locaux qui ne parlent pas leur langue et leur interdisent même de l'utiliser.

QUELLE POSITION POUR LES REVOLUTIONNAIRES ?

En tout cas, ces événements montrent la voie de la lutte contre la bourgeoisie algérienne.

Il convient donc pour les révolutionnaires :

- de rappeler le principe du droit des peuples à leur culture.

.../...

- de dénoncer la répression et la démagogie du régime. Quelle que soit la nature de ces mouvements, nous ne reconnaissons pas le droit aux bourgeois algériens de réprimer les manifestants, d'interdire la tenue de réunions, conférences, etc. La lutte pour les libertés démocratiques et contre la répression fait partie de la lutte pour le socialisme.

- nous devons exposer enfin inlassablement que seule la révolution socialiste, - non seulement en Algérie mais mondiale - permettra de régler harmonieusement les problèmes entre les différentes communautés héritées du colonialisme, même si ces problèmes ne se régleront bien sûr pas tous seuls.

L'avenir de ces mouvements dépendra sans doute de l'ampleur réelle du mécontentement en Kabylie, comme des possibilités du régime à faire quelques concessions aux "arabisants" et aux berbérophones. Il est cependant douteux que ceux-ci parviennent à changer la situation actuelle : les langues dominantes sont toujours celles des classes et fractions de classes dominantes, et la haute bourgeoisie et technocratie qui tient le dessus du panier en Algérie n'a certainement pas envie d'écarter ses enfants pour faire une place à ceux de la petite bourgeoisie traditionnelle. De plus, l'abandon du français par exemple nuirait sans doute aux relations commerciales avec l'impérialisme ou au moins les gênerait.

Si des mesures sont adoptées par le régime, il y a de fortes chances qu'elles soient superficielles. Quant aux problèmes des langues qui seraient officiellement parlées sous le pouvoir des travailleurs, dans une période de transition au socialisme, il ne nous appartient pas de le résoudre : ce serait aux ouvriers et paysans d'en décider dans le cadre d'un vaste débat démocratique, qui sera toujours impossible sous la dictature de la bourgeoisie.

Nous devons cependant nous montrer attentifs à ces problèmes qui peuvent jouer un rôle important dans l'avenir des luttes ouvrières en Algérie.

Les Touareg aussi ...

L'Etat algérien opprime la minorité des Touaregs dans le sud algérien. Tamanrasset est la ville d'Algérie où sont concentrés la majorité des Touaregs sédentarisés ou semi-sédentarisés.

Dans la ville, où les habitations sont construites en dur, vivent essentiellement quelques milliers d'Algériens du nord, Algérois, Oranais, etc., qui forment la bureaucratie privilégiée de la région. Quant à la population Touareg, elle vit dans des tentes usées à deux kilomètres de la ville (village de Soro, etc.) loin de la vue de ces messieurs ...

Les Touaregs survivent pour la majorité d'entre eux des dons de la Croix Rouge. Une partie d'entre eux travaille dans les multiples chantiers de construction de Tamanrasset dans des conditions désastreuses, pour un salaire bien au-dessous du SMIC, pour lequel ils doivent fournir plus de 50 heures par semaine (en 1976 un travailleur percevait en moyenne 550 DA pour 50 heures de travail).

Le principal Bar-Hôtel de la ville est réservé à l'élite locale, les gendarmes, les militaires de la caserne, les bureaucrates de l'administration, ainsi qu'aux touristes. A l'exception des employés de cet hôtel qui sont originaires de Tamanrasset, l'accès est interdit, de fait, aux Touaregs !

Bien entendu, l'apprentissage du Tamahak, leur langue, leur est interdit, et les bureaucrates considèrent en général que c'est une honte de côtoyer les Touaregs! Mis à part les nobles, à qui le régime a laissé quelques privilèges...

A Tamanrasset, à Tizi Ouzou et partout ailleurs, c'est contre cette oppression des minorités nationales, qu'elle soit une oppression nationale (politique, économique, linguistique et culturelle) ou qu'elle soit seulement une oppression culturelle par l'interdiction de l'apprentissage de leur langue, que les travailleurs et les masses populaires devront, quelle que soit leur langue et leur origine, lutter implacablement.

Ce doit être en tout cas dès aujourd'hui le combat des révolutionnaires !

INTERNATIONAL

ANGLETERRE

Les syndicats responsables de l'échec de la grève des sidérurgistes

Après treize semaines de lutte très dure, la grève des travailleurs de l'acier en Grande-Bretagne a dû cesser. Cela ne s'est pas fait sans grincements de dents et le violent mécontentement d'un certain nombre de travailleurs qui n'ont pas encore accepté de reprendre le boulot.

L'offre initiale de 2,5 % d'augmentation des salaires de la part des aciéries British Steel, venant après l'annonce de licenciements massifs (53000) avait été il y a plus de trois mois l'étincelle qui avait déclenché la fureur des travailleurs. Une grève massive s'engageait : les travailleurs anglais de l'acier, les moins bien payés d'Europe, et de loin, réclamaient 20 % d'augmentation des salaires (l'inflation étant de 19 %), indépendamment de toute condition de production, et le maintien de l'emploi pour tous.

Qu'ont-ils obtenu ? Un accord qui comporte deux parties :

- 11 % d'augmentation, sur la base des normes salariales, c'est-à-dire environ un peu moins de 100 F français par semaine. De plus, cette somme (180 millions de livres) devra provenir, d'après la British Steel Corporation, de 52 000 licenciements, destinés à financer cette augmentation des salaires !
- 4,5 % d'augmentation par ailleurs, pas encore définitifs, et dépendants de l'accroissement de la productivité pendant les trois mois à venir : cela signifie entre autres des changements radicaux dans l'organisation du travail, une "plus grande mobilité de la main d'oeuvre", et surtout l'accélération des cadences - ce qui menace 12 000 emplois additionnels.

En outre, en ce qui concerne les licenciements, la bureaucratie syndicale a largement prêté main forte au patronat et au gouvernement : à la veille de la grève, elle n'avait déjà manifesté aucune opposition à l'annonce des 53 000 suppressions d'emploi. Au cours de la grève, les syndicats poussaient à un compromis sur l'emploi, sur l'augmentation des salaires liée aux conditions de productivité, laissaient remettre en cause les 80 % minimum garantis en cas de grève, et parlaient même d'un "contrôle syndical sur l'absentéisme" !

Le moins que l'on puisse dire, c'est que les ouvriers anglais ont reçu une leçon magistrale sur la défense inconditionnelle par les

syndicats des intérêts de la bourgeoisie !

Pourtant, les travailleurs en grève avaient fait d'importantes tentatives pour étendre leur conflit : des milliers de sidérurgistes étaient envoyés dans toute l'Angleterre pour participer à des piquets de grève, qui depuis 3 mois s'opposaient à l'importation d'acier dans le pays. Le secteur privé de l'acier (1/4 de la production britannique) s'était également mis en grève, même s'il reprit le travail quelques semaines après. Le Pays de Galles, le Yorkshire étaient le terrain de mouvements massifs. 8000 dockers de Liverpool, principal port sidérurgique de Grande Bretagne, se mettaient en grève après la suspension d'une centaine de travailleurs qui refusaient d'effectuer un chargement d'acier. Une grève générale des docks était déclenchée dans plusieurs grands ports à partir du 1er avril.

Malgré cela, les grosses entreprises de la métallurgie ont réussi à maintenir une grosse partie de leur production, grâce à des importations discrètes d'acier étranger. La réussite de la lutte dépendait de la rapidité du blocage de la production d'acier (du fait des stocks accumulés avant le début de la grève). Or il est indéniable que les syndicats ont joué au cours de cette lutte un rôle de frein évident.

Enfin, et surtout, une grève générale illimitée des mineurs du pays de Galles avait été proposée pour le 21 janvier. Leur alliance avec les sidérurgistes en grève aurait à coup sûr été une menace contre le gouvernement Thatcher. Mais les tentatives des syndicats pour faire trainer cette proposition de grève en longueur, ont eu finalement raison un mois plus tard de la mobilisation des mineurs.

On ne peut pas dire ainsi que ces trois mois de lutte dans l'acier anglais, au vu des résultats, constituent une victoire pour les travailleurs ; du reste, le gouvernement ultra-réactionnaire de Thatcher voulait faire un exemple de cette grève, et montrer sa capacité à réprimer les luttes de la classe ouvrière. Il voulait également que l'échec des sidérurgistes marque un coup d'arrêt au réveil de la combativité des travailleurs anglais.

Mais cette grève constitue une étape importante pour les classes laborieuses en Grande Bretagne : elles auront vu quel jeu jouaient les syndicats, quels intérêts ils défendent en réalité, - et cela d'autant plus clairement que les aciéries en question sont nationalisées, et que les ouvriers s'opposaient donc directement à l'Etat-patron !

Et il n'empêche que ces travailleurs ont fait preuve d'une mobilisation exemplaire (organisation de la grève, piquets volants, ouvriers en grève à 100 % dès le 1er jour, etc.), et que la démonstration de leurs capacités d'organisation restera un acquis pour le mouvement ouvrier anglais.

TCHAD

Les affrontements sanglants des différentes cliques bourgeoises

Depuis plus d'un mois les combats ont repris à N'Djamena, capitale du Tchad. On compte déjà plus d'un millier de morts et 3 000 blessés. Une centaine de milliers d'habitants ont traversé le fleuve Chari qui sépare N'Djamena du Cameroun, pour se réfugier dans ce pays.

Des bagarres entre cliques bourgeoises.

Il semble que les affrontements ont commencé à la suite des tentatives d'Hissen Habre, premier ministre et chef des Forces Armées du Nord (FAN), de s'assurer des positions face aux troupes de Goukouni, président du gouvernement et chef des Forces Armées Populaires (FAP). Bien que membres d'un même gouvernement Goukouni et Habre dirigent des armées séparées, qui ont été tantôt unies tantôt opposées selon les gouvernements en place et selon les circonstances.

Ce gouvernement d'Union Nationale, où toutes les cliques militaires sont représentées, avait été mis sur pied en novembre 1979, à la suite des affrontements qui opposaient les troupes d'Habre, tactiquement unies à celles de Goukouni (alors dans l'opposition), au dictateur du moment, Malloum, qui fut ainsi écarté.

En principe ce gouvernement devait rétablir un Etat unifié : regrouper toutes les troupes des cliques pour construire une armée tchadienne unifiée, demander le départ des troupes françaises qui étaient présentes en permanence et en force, surtout depuis leur intervention de février 1978, et préparer des élections générales dans un délai de 18 mois.

Rien de tout cela n'a été fait. Les troupes françaises, même si elles ont été réduites, sont encore présentes avec plus de 1 100 hommes; les élections n'auront évidemment pas lieu; quant à l'armée unifiée...

Ce gouvernement n'aura pas duré plus de quatre mois. Même si les gouvernements précédents avaient tenu plus longtemps, ils n'en étaient pas moins constamment instables. Cela est dû aux oppositions et rivalités entre les différentes cliques militaires bourgeoises, dont aucune n'a pu jusqu'à présent s'imposer durablement aux autres.

C'est ce qui explique que Goukouni ait déclaré début avril, alors qu'il y avait des négociations pour un nouveau cessez-le-feu, que pour lui il fallait liquider les FAN de Habre, et que des combats devait sortir un vainqueur qui puisse dominer. Ce cessez-le-feu n'a donc pas été respecté, pas plus que les trois précédents!

Les pouvoirs sont donc les uns à la suite des autres divisés et instables. Les alliances se défont aussi rapidement qu'elles s'étaient nouées.

H. Habre en 1977, uni à Goukouni (alors dans l'opposition) contre Malloum, signera avec ce dernier un accord et bénéficiera en 1978 du poste de premier ministre Goukouni, qui s'est opposé un moment au groupe Malloum-Habre, cherchera une place dans

.../...

TCHAD

leur gouvernement et obtiendra enfin de compte le poste de président à la place de Malloum.

Kamougue, dirigeant sudiste et chef des Forces Armées Tchadiennes (FAT), réputé pour lutter féroce-ment contre les nordistes s'est pourtant allié aujourd'hui à Goukouni (chef nordiste) contre Habré et ses troupes.

On voit bien que ces disputes n'ont rien à voir avec les intérêts des populations tchadiennes. C'est tout simplement la course au pouvoir des cliques militaires bourgeoises, qui utilisent comme tremplin la population transformée en chair à canon.

L'impérialisme est aussi responsable.

L'impérialisme qui depuis près d'un siècle domine au Tchad est le premier responsable du sort que ces bagarres font à la population.

Pendant des dizaines d'années, le colonialisme français que les zones du sud intéressaient à cause du coton et du pétrole, a favorisé les populations sudistes et les a opposées aux tribus du nord. C'est cette vieille division qu'utilisent des chefs comme Kamougue ou Habré aujourd'hui.

La découverte d'or, de bauxite et d'uranium en quantité appréciable dans le nord et l'est du pays a incité l'impérialisme à reprendre progressivement un contrôle étroit sur les zones nord et nord-est du Tchad, auparavant détenues par les maquisards nordistes. Cela s'est traduit par l'aide militaire française à Habré (nordiste) et sa participation au gouvernement sudiste de Malloum en 1978, alors qu'il était dans l'opposition quelques mois plus tôt.

Enfin le Tchad est une zone militairement stratégique. Il peut servir de relais pour les troupes françaises pour tout le centre du continent africain ainsi que pour Djibouti (pays inféodé à la France qui constitue une ouverture sur les pays arabes du Golf -Arabie Saoudite, Yemen, etc.). C'est ce qui explique aussi l'attachement de l'impérialisme français à maintenir cette zone sous son contrôle au prix de milliers de morts.

La division des rangs du FROLINAT (Front de Libération Nationale du Tchad) par l'intégration de certains de ses chefs au pouvoir, a été la tactique utilisée par l'Etat français pour l'affaiblir et l'empêcher de déstabiliser la région au profit d'autres puissances impérialistes.

A une moindre échelle, la Lybie a joué le même rôle de division pour étendre son emprise sur le Tchad, dont elle occupe déjà depuis 1973 une bande de territoire au nord (la bande d'Aozou) riche en uranium. Lorsque la France appuyait encore Malloum, Kadafi finançait et armait les troupes de Goukouni et H. Habré ; ces derniers ayant un peu pris leurs distances, le principal pion de l'Etat lybien au Tchad est le Front d'Action Commune (FAC) qui comprend trois tendances du FROLINAT et dont le leader est Ahmet Acyl.

Il semble d'ailleurs que l'URSS utilise la Lybie comme deuxième couteau afin de mettre pied en Afrique Centrale qu'elle pénètre particulièrement depuis son implantation en Angola.

Ainsi les différentes puissances impérialistes travaillant chacune à augmenter son influence dans la région, le FROLINAT est aujourd'hui divisé en onze tendances, avec toutes les conséquences horribles (guerres, etc.) que l'on peut deviner sur la population.

A ce titre la soi-disant neutralité des troupes françaises dans le conflit qui oppose les troupes Habré à celles de Goukouni ne doit pas faire illusion.

.../...

La presse occidentale parle souvent de "laisser les tchadiens résoudre leurs problèmes entre eux, eux qui n'ont pratiquement plus de pays".

D'une part, si les troupes françaises n'ont effectivement pas ouvertement pris partie pour un camp ou pour l'autre, cela veut dire que l'Etat français attend que la situation soit plus claire pour savoir quel sera le pion le plus sûr.

D'autre part, on ne peut que souligner le ton raciste des propos de la presse bourgeoise occidentale, qui laisse entendre que ces Tchadiens ne sont au fond pas capables de vivre ensemble sans s'entre-tuer, alors que les premiers responsables sont l'impérialisme français et les grandes puissances impérialistes aidés dans leur sale besogne par les couches privilégiées tchadiennes.

Au Tchad aujourd'hui les masses laborieuses sont les victimes d'affrontements qui ne les concernent en rien. Cette guerre ne sert que les intérêts des différentes cliques bourgeoises ; elle accroît les souffrances des populations qui ont déjà du mal en temps normal à subsister.

Les masses laborieuses tchadiennes, quel que soit le vainqueur de ces affrontements, n'ont rien à en attendre.

Il ne fait aucun doute que ces assassinats ont pour but d'enlever toute envie de se rebeller à d'éventuels nouveaux opposants tchadiens. Le verdict rendu contre les premiers inculpés (d'autres doivent être jugés bientôt) confirme cette volonté. Il y a eu dix condamnations à des travaux forcés à perpétuité, et plusieurs condamnations de cinq à vingt ans de prison.

Une chose est sûre en tout cas : si le régime de Bourguiba a besoin aujourd'hui de recourir à de tels procédés pour effrayer les travailleurs, c'est bien parce que les centaines de morts et les milliers de blessés du 20 janvier 1978 n'ont pas suffi à écraser la classe ouvrière, qui même aujourd'hui encore des luttes contre l'Etat.

On peut donc être certains que, si ces exécutions sont un coup porté aux travailleurs, il ne suffira pas plus que les précédents à faire courir l'échine à la classe ouvrière. Bien au contraire les travailleurs trouveront dans ces lâches assassinats des raisons supplémentaires pour travailler à la destruction de la dictature bourgeoise.

La campagne qui s'est développée pour empêcher les exécutions et qui a eu quelques échos en France n'a pas suffi. Cela ne doit pas pour autant nous faire baisser les bras. D'autres inculpés risquent aussi d'être victimes.

Les révolutionnaires communistes, quels que soient leurs désaccords politiques fondamentaux avec les militants emprisonnés, ne marchandent pas leur soutien aux victimes de la répression de l'Etat bourgeois.

La bourgeoisie tunisienne assassine !

Le 17 avril le régime tunisien a fait exécuter 13 membres du "commando" qui s'était insurgé à Gafsa et avait entraîné une partie de la population dans son opposition au gouvernement.

Il ne fait aucun doute que ces assassinats ont pour but d'enlever toute envie de se rebeller à d'éventuels nouveaux opposants tunisiens. Le verdict rendu contre les premiers inculpés (d'autres doivent être jugés bientôt) confirme cette volonté. Il y a eu dix condamnations à des travaux forcés à perpétuité, et plusieurs condamnations de cinq à vingt ans de prison.

Une chose est sûre en tout cas : si le régime de Bourguiba a besoin aujourd'hui de recourir à de tels procédés pour effrayer les travailleurs, c'est bien parce que les centaines de morts et les milliers de blessés du 26 janvier 1978 n'ont pas suffi à écraser la classe ouvrière, qui mène aujourd'hui encore des luttes contre l'Etat.

On peut donc être certains que, si ces exécutions sont un coup porté aux travailleurs, il ne suffira pas plus que les précédents à faire courber l'échine à la classe ouvrière. Bien au contraire les travailleurs trouveront dans ces lâches assassinats des raisons supplémentaires pour travailler à la destruction de la dictature bourgeoise.

La campagne qui s'était développée pour empêcher les exécutions et qui a eu quelques échos en France n'a pas suffi. Cela ne doit pas pour autant nous faire baisser les bras. D'autres inculpés risquent aussi d'être victimes.

Les révolutionnaires communistes, quels que soient leurs désaccords politiques fondamentaux avec les militants emprisonnés, ne marchandent pas leur soutien aux victimes de la répression de l'Etat bourgeois.

QUI SOMMES - NOUS ?

Ce bulletin ronéoté est la publication de l'Organisation Communiste Révolutionnaire Internationaliste d'Algérie. Il se veut un trait d'union entre la réalité que vivent les travailleurs dans l'immigration et celle de leur pays d'origine.

Il se veut aussi un moyen de contact avec les camarades qui se fixent les mêmes objectifs que nous.

- Notre but est la destruction de l'Etat bourgeois, l'instauration de la dictature du prolétariat, et l'abolition de l'esclavage salarié. La dictature de la classe ouvrière, à la tête des paysans pauvres et des travailleurs agricoles, doit être l'instrument du renversement systématique de la classe exploiteuse. Elle n'a rien de commun ni avec le capitalisme d'Etat - solution de survie pour le capital -, ni avec cette fausse démocratie bourgeoise - forme hypocrite de la domination des capitalistes - avec son égalité formelle.

Mais les conseils ouvriers, manifestations directes de la démocratie prolétarienne, sont l'image concrète du pouvoir des travailleurs.

- L'organisation des révolutionnaires doit jouer un rôle moteur dans la généralisation des luttes contre le Capital, et de la conscience révolutionnaire au sein de la classe ouvrière.

- Les travailleurs n'ont pas de patrie. Les frontières sont le cadre de leur exploitation. La société communiste ne peut se construire dans un seul pays. L'émancipation des travailleurs exige l'unité internationale des prolétaires, et la conscience de leurs intérêts de classe, par delà les limites nationales. Il n'y a pas actuellement de pays socialiste au monde.

- Il est nécessaire, pour nous démarquer de certains courants maoïstes, staliniens, et réformistes de toute teinte, de souligner que la révolution communiste ne pourra se réaliser que sous la direction du prolétariat, et qu'une lutte de libération nationale ne saurait remplacer une révolution prolétarienne, cette dernière réalisant seule les intérêts de classe du prolétariat.

" QUE LES CLASSES DOMINANTES TREMBENT
DEVANT UNE REVOLUTION COMMUNISTE.
LES PROLETAIRES N'ONT RIEN A PERDRE
QUE LEURS CHAINES
ILS ONT UN MONDE A GAGNER."

("Le Manifeste Communiste")